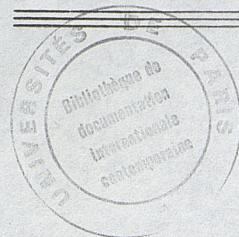




ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



6° année / N°291

du 13 au 19 octobre 1988

POLITIQUE

La CNR cherchera à faire participer l'URNG au dialogue national
Le pacte social prend fin
Un appui ouest-allemand au dialogue national
Le gouvernement contre une force de paix multilatérale
Un syndicaliste assassiné
Le Centre d'études de l'armée contribuera à la pacification nationale
La SIP condamne le gouvernement guatémaltèque
Un nouvel ambassadeur aux Etats-Unis
Réunion à Miami à propos de Belize

INSURRECTION

Combats intenses à San Marcos : 61 pertes pour l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

Une manifestation de la UASP
Les paysans demandent à participer au dialogue national
La grève de l'entreprise portuaire continue

4° P. 12315

POLITIQUE

LA CNR CHERCHERA A FAIRE PARTICIPER L'URNG AU DIALOGUE NATIONAL

Le 13 octobre, l'évêque Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation, a déclaré que des moyens de faire participer les groupes clandestins au dialogue national seraient recherchés, ce qui permettrait la participation de l'insurrection. L'évêque s'exprimait après une entrevue avec le président Cerezo. Le dialogue se déroulera en trois phases : la discussion d'un texte de base -environ un mois-, la discussion en commissions et l'assemblée générale du dialogue national.

Après l'intervention de l'évêque, les députés Hector Luna Troccoli, de l'Union du centre national, Nery Morales Gavarrete, du Parti démocratique de conciliation nationale et Augusto Jornal, du Mouvement de libération nationale, se sont prononcés en faveur de la participation de l'URNG au dialogue national.

LE PACTE SOCIAL PREND FIN

Les réunions du pacte social ont pris fin le 13 octobre par la signature d'un document, mentionnant les points approuvés par consensus et ceux pour lesquels aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé. Les points d'accord sont les suivants : le gouvernement s'engage à diminuer le prix du gaz propane domestique au niveau du 4 juillet ; à contrôler l'évolution des prix de première nécessité ; à appuyer l'infrastructure agricole, le développement de la petite et moyenne entreprise et à créer un fonds spécial pour la réalisation de ces projets.

UN APPUI OUEST-ALLEMAND AU DIALOGUE NATIONAL

Dans une tribune libre publiée le 17 octobre par le quotidien El Grafico, 40 personnalités et organisations de solidarité d'Allemagne fédérale ont apporté leur soutien à la réalisation du dialogue national. Elles souhaitent y entendre "l'aspiration profonde du peuple guatémaltèque à la paix, la justice sociale et le respect des droits de l'homme" ; elles demandent que les représentants des réfugiés installés au Mexique et au Honduras ainsi que ceux de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque y participent. "Nous regrettons que le gouvernement, contrairement à ses déclarations précédentes et aux accords d'Esquipulas II, persiste à exclure l'URNG du dialogue national" ; la présence des insurgés est "indispensable" à l'établissement d'un véritable processus de dialogue et de réconciliation nationale. Les députés du parti écologiste, l'éditeur Rene Boell, le publicitaire Horst Eckart Gross, le Syndicat des employés du secteur public, le Groupe de travail "Solidarité internationale" de la Fédération des syndicats allemands font partie des signataires du texte.

LE GOUVERNEMENT CONTRE UNE FORCE DE PAIX MULTILATERALE

Le gouvernement guatémaltèque n'appuiera pas la création d'une force de paix multilatérale pour surveiller la frontière du Honduras avec le Salvador et le Nicaragua. La proposition du ministre des Relations extérieures du Honduras, Carlos Lopez Contreras a été jugée "dangereuse" le 16 octobre par le président Cerezo. La proposition du Honduras vise à envoyer des troupes composées par l'Espagne, le Canada et l'Allemagne fédérale dans la zone limitrophe avec le Nicaragua, afin d'évincer les contras du Honduras et de les orienter temporairement vers le Guatemala et le Costa Rica, avant de trouver une troisième destination. Cerezo a rappelé que le Guatemala, en matière de politique internationale, suit la ligne définie par les accords d'Esquipulas II. En vertu de ces accords, il a été créé une commission de vérification composée des cinq ministres des Relations extérieures des pays de l'isthme.

UN SYNDICALISTE ASSASSINE

Carlos Martinez Godoy, secrétaire des conflits du Syndicat des travailleurs de la banque internationale, a été assassiné le 14 octobre par un groupe d'hommes non identifiés ; l'attentat a eu lieu en face de son domicile dans le centre de la capitale et en présence de ses deux enfants.

Le 17 octobre, la Fédération syndicale des employés de banque et des assurances a énergiquement condamné le crime et rejeté le mobile du vol. Elle considère l'attentat contre le dirigeant syndical comme une tentative d'intimidation à l'égard des travailleurs, au moment où l'on discute de la formation d'un syndicat au sein de la Banque de l'armée.

LE CENTRE D'ETUDES DE L'ARMEE CONTRIBUERA A LA PACIFICATION NATIONALE

Le Centre d'études stratégiques pour la stabilité nationale (ESTNA) offrira au Guatemala les conditions d'un développement continu, qui conduisent à l'établissement d'une paix ferme et durable, a déclaré le 14 octobre le général Hector Gramajo, ministre de la Défense. L'ESTNA sera financé par l'armée, le secteur privé et les institutions internationales qui appuient sa création. Il entrera en fonction en 1989 et proposera des cours de politique économique, sur la politique de neutralité active et d'autres aspects de la vie nationale.

LA SIP CONDAMNE LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

La Société interaméricaine de presse a demandé au gouvernement guatémaltèque de mettre un terme aux hostilités et aux pressions exercées à l'encontre des moyens de communication. Elle demande les garanties nécessaires pour qu'aucun groupe "extrémiste" n'attente à la vie des journalistes. Au cours de sa 44^e assemblée générale, la SIP a également fait référence à la fermeture du journal La Epoca, des journaux télévisés Siete Dias et Aqui el Mundo et du groupe de médias El Heraldo.

UN NOUVEL AMBASSADEUR AUX ETATS-UNIS

Rodolfo Rohrmoser Valdeavellano a été nommé ambassadeur du Guatemala aux Etats-Unis, en remplacement de Oscar Padilla Vidaurre. Le nouvel ambassadeur a été reçu le 5 octobre par Kathleen Mullen, responsable du protocole au département d'Etat, ainsi que par les spécialistes de l'Amérique centrale, Joseph Sullivan et Richard Dotson. Il sera bientôt reçu par le président Reagan.

REUNION A MIAMI A PROPOS DE BELIZE

Les représentants des gouvernements du Guatemala, de Belize et de l'Angleterre se sont réunis du 3 au 8 octobre à Miami (USA) afin de poursuivre les négociations au sujet de l'indépendance de Belize. Le ministre des Relations extérieures du Guatemala a fait savoir le 11 octobre qu'un accord préliminaire avait été conclu à l'issue de cette réunion. Il prévoit l'élaboration d'un traité reconnaissant l'indépendance de l'Etat de Belize, la délimitation des frontières maritimes et terrestres entre Belize et le Guatemala, et l'implantation d'une zone de développement économique appuyée par l'Angleterre et la Communauté économique européenne. Néanmoins, le projet ne pourra être approuvé par le Guatemala qu'après la réalisation d'un referendum populaire, dont la date n'a pas été précisée.

INSURRECTION

COMBATS INTENSES A SAN MARCOS : 61 PERTES POUR L'ARMEE

Les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et les troupes gouvernementales -y compris les unités d'élite et la Force aérienne guatémal-

tèque se sont affrontées durant plus de 12 heures aux abords du village Barranca de Galvez, dans le département de San Marcos et sur les flancs du volcan Tajumulco. D'après un article du quotidien El Grafico paru le 14 octobre, les combats ont commencé à l'aube du 13 octobre et cessé à la nuit. L'armée a confirmé cette version par la suite. Un avion et un hélicoptère de la FAG ont bombardé de manière indiscriminée le village Barranca de Galvez, causant un nombre indéterminé de morts et de blessés parmi la population civile et endommageant gravement l'église, le tribunal, le dispensaire.

Par ailleurs, un communiqué de guerre diffusé le 7 octobre par l'URNG informe de l'attaque par ses commandos urbains du centre informatique de l'armée, situé dans l'ancienne Ecole polytechnique, dans la zone 10 de la capitale. Le commando a opéré depuis la terrasse de la Chambre de l'industrie, trompant la vigilance du service de sécurité de l'édifice. Une charge explosive de forte puissance a atteint le centre militaire de plein fouet.

Enfin, la station de radio Voz popular a fait savoir le 14 octobre que l'armée avait perdu 1979 hommes depuis le début de l'année, ce chiffre incluant les 61 pertes causées à l'armée par la guérilla lors des combats de Barranca de Galvez.

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE MANIFESTATION DE LA UASP

Plus de 20 mille personnes, en majorité des paysans, ont participé à la manifestation organisée le 13 octobre par l'Unité d'action syndicale et populaire pour protester contre la politique économique et sociale du président Vinicio Cerezo. Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus a pris la parole pour exiger le respect des droits des guatémaltèques, l'accomplissement des accords d'Esquipulas II et la réalisation du dialogue national sans aucune exclusion de classe. Une dirigeante de la Coordination nationale des veuves du Guatemala a dénoncé les atrocités commises par l'armée dans les zones rurales ; la population y vit dans des conditions "infra-humaines" et est soumise aux pressions des délégués militaires et des chefs des patrouilles civiles. elle a demandé la dissolution de ces dernières.

LES PAYSANS DEMANDENT A PARTICIPER AU DIALOGUE NATIONAL

Un dialogue national véritable devrait avoir lieu dans les zones rurales, où vit la majorité des Guatémaltèques, et dans les plus mauvaises conditions, a déclaré le 14 octobre Luis Colcho, dirigeant de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA). La participation des paysans à la manifestation organisée la veille par la UASP révèle que ce secteur constitue la force politique la plus importante au Guatemala et la plus clairvoyante en ce qui concerne les problèmes du pays. Pour le dirigeant syndical, le pacte social promu par le gouvernement est "faux", car non représentatif des forces sociales et populaires et ignorant des besoins réels de la population.

LA GREVE DE L'ENTREPRISE PORTUAIRE CONTINUE

La grève commencée le 3 octobre par les 2000 travailleurs (sur 2276 salariés) de l'entreprise portuaire nationale Santo Tomas de Castilla se poursuivait toujours le 17 octobre. Il n'a en effet pas été possible de négocier l'annulation de la Charte collective de travail signée par le gouvernement et par un syndicat jaune, exclusivement composé de membres de la Démocratie chrétienne guatémaltèque. Les dirigeants du mouvement de grève ne voyaient aucune solution à court terme ; les travailleurs étaient prêts à poursuivre leur mouvement jusqu'à la reconnaissance de leurs droits syndicaux. Conrado Solis, secrétaire du Syndicat uni (SITRUEMPORNAC) a dénoncé les agressions commises par les forces de police à l'égard des grévistes.